



programme Solidarité Eau

Faciliter l'accès à l'eau et à l'assainissement pour tous

SOMMAIRE



Une période clé	3
1. Qui sommes-nous ?	
Nos actions : comprendre, appuyer, partager	6
Une dynamique d'acteurs en réseau	7
Une association qui défend des valeurs	9
2. Les actions menées en 2011	
Recherche et développement	11
Appui conseil aux acteurs de la coopération décentralisée et non gouvernementale	14
Communication et plaidoyer	25
3. Budget et organisation	
Les sources de financement et affectations budgétaires	33
Les membres adhérents du pS-Eau	34
Le conseil d'administration et l'équipe d'animation du pS-Eau	35



Une période clé

Début d'une nouvelle étape pour l'essor des services de l'eau et de l'assainissement dans les PED, cette année 2011 a été une période clé pour le pS-Eau.

Effet ou non de la préparation du Forum mondial de l'eau 2012 de Marseille, les contributions et les débats sur l'accès à l'eau n'ont jamais été aussi nombreux. Une partie des préoccupations des membres du réseau, comme la reconnaissance du droit à l'eau, le rôle des collectivités, l'accès à l'assainissement et la prise en compte de l'ensemble de sa filière, la pérennisation des ouvrages ont été mis en lumière. Jamais, comme le pratique le pS-Eau depuis son origine, le décloisonnement entre chercheurs, experts, politiques et représentants de la société civile n'a autant été poussé.

Ainsi au pS-Eau, du côté de l'activité recherche et développement, les fruits du programme Stratégies municipales concertées ont commencé à alimenter l'appui-conseil dispensé aux porteurs de projets et aux entités qui les soutiennent. Cette perméabilité entre recherche et développement et appui-conseil s'est confirmée dans les actions menées en faveur du suivi-évaluation, de l'appropriation de normes de service, du suivi technique et financier et de l'intégration progressive de l'assainissement dans les projets d'approvisionnement en eau.

L'appui-conseil progresse de manière similaire. Les recherches menées tant au Sud qu'au Nord font état de manière quasi systématique de la nécessité de prendre en compte les représentations locales des habitants, leur organisation, les dynamiques sociales en cours, afin de parvenir à une réelle pérennisation de l'accès aux services d'eau potable et d'assainissement.

Les pratiques des acteurs de la coopération décentralisée et des organisations non gouvernementales évoluent progressivement de la réalisation d'ouvrages, avec leurs mesures d'accompagnement, vers l'appui à la structuration locale de plus longue haleine pour une meilleure pérennité des ouvrages publics. L'activité d'appui-conseil menée par le programme s'est adaptée à ces évolutions et s'appuie sur les connaissances des membres du réseau et du comité scientifique pour améliorer ses pratiques. Avec l'implication croissante des agences de l'eau, cette activité tend à la production d'outils de communication locaux, à la formation de formateurs disponibles localement, en complicité avec les réseaux régionaux de développement de la coopération. ►



S. Münzer

La priorité donnée à des pays comme le Mali, le Sénégal, le Burkina Faso ou Madagascar montre son intérêt et donne de nouvelles idées de mode d'intervention.

Enfin, après une période où il a été difficile de concilier les besoins de résultats en matière de recherche et développement et la nécessité de les faire connaître dans les principales rencontres internationales, le pS-Eau a fortement contribué aux débats cette année et porté les propositions des acteurs francophones. Ceci s'est particulièrement vérifié sur les thématiques de l'assainissement, de la maîtrise d'ouvrage locale, du suivi technique et financier et plus encore vis-à-vis de l'extension de la notion de 1 % solidaire à l'Europe et au monde. Si le pS-Eau et ses actions

commencent maintenant à être bien connus en France et en Afrique francophone, il nous reste à confirmer en 2012 les acquis de cette année, durant laquelle nous n'avons cessé de partager et travailler avec nos partenaires européens et d'Afrique anglophone. ●

Pierre-Marie Grondin,
directeur du pS-Eau



1 Qui sommes-nous ?



Nos actions : comprendre, appuyer, partager

Le pS-Eau, association loi 1901, est un réseau ouvert aux organismes français et étrangers qui interviennent dans les secteurs de l'eau, de l'assainissement et de la solidarité.

27 ans au service de la solidarité internationale dans le domaine de l'eau et de l'assainissement

Le programme Solidarité Eau, aujourd'hui présidé par René Ala, ambassadeur de France, a été créé en 1984, lors d'un sommet des ministres européens, sous l'impulsion d'Huguette Bouchardeau, alors ministre française de l'Environnement, afin de répondre au défi de la décennie internationale de l'eau potable et de l'assainissement (Diepa). L'objectif affiché était de soutenir des initiatives locales françaises de coopération internationale dans le domaine de l'eau et de leur conférer une cohérence d'ensemble. Le programme a été soutenu par les pouvoirs publics français, le ministère des Affaires étrangères en premier lieu, mais aussi le ministère en charge de l'Environnement, ainsi que celui de l'Emploi et de la Solidarité.

Le paysage français de la coopération internationale et décentralisée dans le domaine de l'eau et de l'assainissement est important en nombre d'acteurs et très diversifié en termes de modes d'intervention. Ainsi, la diversité des actions de solidarité internationale menées par les collectivités locales et les ONG françaises est riche, mais difficilement maîtrisable et quantifiable.

Depuis 27 ans, le pS-Eau intervient auprès de ces acteurs pour les appuyer dans la conception et le montage de leurs actions eau et assainissement, et dans la mobilisation de financements. Grâce à cet accompagnement le pS-Eau dispose de manière continue d'une vision globale sur la nature des actions menées, mais aussi une compréhension claire des besoins d'appui des collectivités et ONG françaises.

Ce paysage des acteurs et des actions, loin d'être figé, a beaucoup évolué depuis un quart de siècle. La solidarité internationale dans le domaine de l'eau et de l'assainissement ne cesse de s'accroître et les enjeux évoluent, passant par exemple de la simple réalisation d'un point d'eau dans les années 1980 à la définition, aujourd'hui, de stratégies et de modes de gestion de services d'eau potable et d'assainissement qui associent usagers, collectivités locales et opérateurs privés. Face à cette évolution, le pS-Eau a modifié et complété ses outils et méthodes d'appui. Il n'est plus seulement un outil d'accompagnement des acteurs locaux de la coopération décentralisée ; il explore également les enjeux de demain, perceptibles aujourd'hui, pour produire des outils et méthodologies d'intervention directement applicables sur le terrain. Les actions menées par le programme Solidarité Eau sont inspirées par une éthique, celle de la solidarité internationale et équitable, figurant dans la charte du pS-Eau (cf. page 9). Cette éthique a été impulsée par Stéphane Hessel, président d'honneur de l'association.

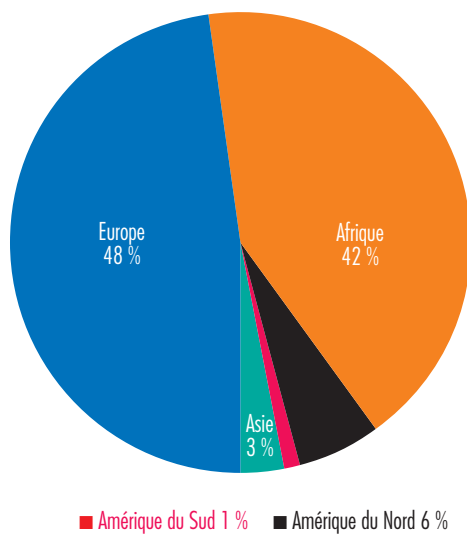
Un objectif

Améliorer la qualité et le nombre des initiatives locales de coopération internationale.

Pour atteindre cet objectif, le pS-Eau a constitué :

- **un pôle Recherche et développement** pour comprendre et améliorer la connaissance des enjeux du secteur eau potable et assainissement ;
- **un pôle Appui-conseil** pour renforcer les compétences des acteurs et améliorer la cohérence des actions ;
- **un pôle Communication et plaidoyer** pour faire connaître les dernières avancées du secteur eau potable et assainissement et partager les acquis.

Une dynamique d'acteurs en réseau



Origine géographique des partenaires du pS-Eau

En 27 ans d'activités, le pS-Eau s'est constitué un réseau unique d'acteurs de l'eau et de l'assainissement, pour l'essentiel basés en Afrique et en Europe.

En 2011, ce sont 24 000 correspondants dont dispose l'association, parmi lesquels on peut distinguer deux catégories :

- les acteurs avec lesquels le pS-Eau entretient des collaborations actives et continues (appui-conseil personnalisé, implication dans des travaux de recherche menés par l'association, etc.) ;
- les acteurs auprès desquels le pS-Eau diffuse régulièrement des informations ciblées en fonction de leurs activités (études de capitalisation, opportunités de financement, formations, etc.).

Les membres du réseau pS-Eau se répartissent à 90 % en Europe et en Afrique. De fait, la plupart des membres européens du réseau se situent en France, où ils représentent 10 000 contacts, soit 40 % du répertoire. En Afrique, les régions d'Afrique de l'Ouest, du Centre et du Nord rassemblent 9 000 contacts, soit 36 % du répertoire.

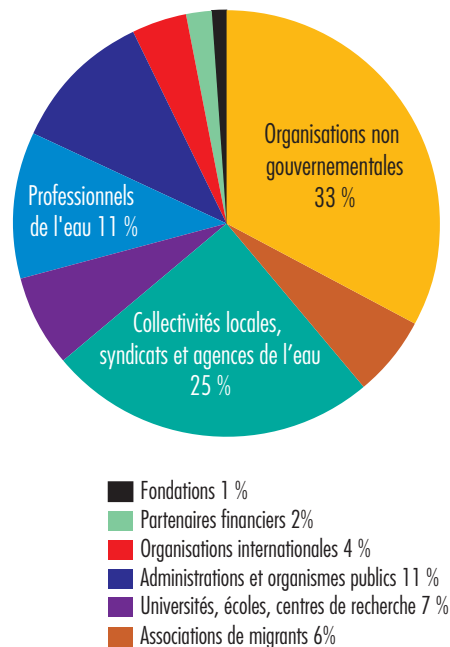
En France comme en Afrique, les membres du réseau sont majoritairement des ONG, des associations de développement, des collectivités locales et des associations de migrants. Cette configuration s'accorde au mandat fondateur du pS-Eau : l'appui aux acteurs de la coopération décentralisée et non gouvernementale.

L'originalité et la plus-value de ce réseau résident avant tout dans la diversité des membres qui le constituent : il en résulte une capacité de mobilisation d'expertise et d'expériences qui couvre l'ensemble des thématiques liées à l'eau potable et à l'assainissement.

Le pS-Eau est reconnu par l'ensemble des acteurs du secteur, aussi bien dans les pays du Nord que dans les pays du Sud, comme un lieu neutre de concertation avec les pouvoirs publics, de rapprochement entre les opérateurs, d'appui-conseil et de renforcement des capacités d'intervention dans les domaines de l'eau et de l'assainissement.

Reflétant la multiplicité et la diversité de la coopération décentralisée et non gouvernementale, le pS-Eau s'attache à répondre à l'ensemble des sollicitations, du plus petit des acteurs aux porteurs de projets les plus ambitieux. Cette expérience et cette connaissance des acteurs sont également mises à profit dans l'animation de dispositifs d'appui-conseil aux migrants.

C'est pour garder cette neutralité, importante pour le fonctionnement d'un réseau, que le pS-Eau n'a jamais eu vocation à financer ou conduire de projets sur le terrain.



Quels types d'acteurs rassemble le réseau pS-Eau ?

Une association qui défend des valeurs

Depuis 2000, le pS-Eau est une association loi 1901, dont les membres, fortement engagés dans le secteur de la coopération pour l'eau, contribuent étroitement aux actions du réseau.



La charte du pS-Eau

L'adhésion au pS-Eau relève d'un engagement en faveur de l'amélioration des conditions d'accès à l'eau potable et à l'assainissement pour tous, ainsi que de l'environnement dans lequel vivent les populations les plus démunies.

Ainsi, les adhérents au pS-Eau s'engagent à :

- ❶ susciter l'implication et l'organisation des usagers pour une meilleure maîtrise et un meilleur accès à la ressource en eau ;
- ❷ favoriser la formation et la sensibilisation à la protection et à la préservation de la qualité de l'eau ;
- ❸ participer à l'élaboration et au développement de programmes innovants en faveur de l'accès pour tous à une eau saine ;
- ❹ faciliter le financement de programmes et projets en faveur des populations les plus pauvres ;
- ❺ organiser la concertation entre les acteurs impliqués sur une même thématique ou une même zone géographique ;
- ❻ promouvoir la coopération dans le domaine de l'eau auprès des instances de décisions et du grand public ;
- ❼ proposer l'adoption de cadres institutionnels garants d'une pérennité d'accès à l'eau pour tous.

La diversité des initiatives de coopération internationale est une richesse que seule une large concertation peut enrichir et mettre en valeur.



2 Les actions menées en 2011

Le pôle Recherche et développement

Améliorer l'accès à la connaissance
et la compréhension des enjeux du secteur
de l'eau potable et de l'assainissement

Le pôle Recherche et développement du pS-Eau a pour vocation de contribuer à mieux comprendre les thématiques de l'eau et de l'assainissement dans les pays en développement, sous leurs aspects techniques, financiers, institutionnels, organisationnels et socioéconomiques. Il s'agit également d'améliorer l'accès à la connaissance sur ces sujets.

Pour parvenir à ces objectifs, les activités du pôle se déclinent autour de trois axes :

- assurer une veille scientifique afin d'identifier les nouveaux enjeux pour les services d'eau potable et d'assainissement ;
- approfondir les connaissances par l'animation de groupes de travail thématiques et la conduite de programmes de recherche ;
- mettre en œuvre les enseignements de la recherche dans le cadre d'actions opérationnelles menées sur le terrain.

Le comité scientifique

Le comité scientifique du pôle recherche et développement du pS-Eau a pris son rythme de croisière. Il a tenu cette année trois réunions.

La première, qui s'est tenue en juin 2011, a précisé le rôle du comité et les modalités pour conduire un travail de veille sur les enjeux du secteur.

La deuxième a tout d'abord, sur la base d'un travail préparatoire de l'équipe, aidé à identifier les enjeux nécessitant d'être approfondis et de spécifier les travaux d'investigation à conduire. Dans un second temps, les conclusions de l'évaluation du programme SMC ont été mises en débat.

La troisième réunion a été l'occasion d'une confrontation de différents points de vue sur deux sujets : « le service de l'eau par pompe à motricité humaine » et « l'énergie solaire pour le pompage de l'eau dans les petits centres ».

La dynamique de ce comité a été possible grâce à l'élan et à la mobilisation forte de son président, Rémi Pochat, décédé en novembre 2011 et auquel le pS-Eau souhaite ici rendre hommage.

Contacts

. Christophe Le Jalle (le-jalle@pseau.org)

. Jean-Marie Ily (ily@pseau.org)



Test des normes ISO relatives à la gestion de services d'eau et d'assainissement

En relation avec l'Onea (Office national de l'eau potable et de l'assainissement) du Burkina, un processus d'application de la norme ISO 24510, qui concerne tout particulièrement la relation avec les usagers, a été engagé dans trois villes du Burkina Faso : Dori, Kaya et Tenkodogo.

Les premiers enseignements de cette démarche ont été présentés à Vienne, en mai, lors du comité technique international chargé de l'application de cette norme par M. Ouédraogo, de l'Onea, et M. Zakane, maire de Tenkodogo (Burkina Faso).

La définition des objectifs pour l'amélioration des services a été finalisée dans chacune des trois villes et la formulation du plan d'action est bien avancée.

Financement : MEDDTL

Contact : Christophe Le Jalle (le-jalle@pseau.org)



Le suivi des services de l'eau

Depuis janvier 2011, le pS-Eau et l'Acqua—Oing animent une plateforme d'échanges, dotée d'un site internet spécifique (www.reseaux-aep.org), pour améliorer les connaissances sur les mécanismes de suivi des services de l'eau dans les petites villes des pays en développement.

Cinq missions de démarrage ont été menées en janvier dans les pays suivants : Mali, Bénin, Mauritanie, Burkina Faso et Tchad.

Trois conférences électroniques ont été organisées durant l'année ; plus de 250 personnes, réparties dans une quinzaine de pays, y ont participé. Les synthèses de ces conférences sont disponibles sur Internet (www.reseaux-aep.org). En fin d'année, les enseignements de ces conférences ont également été partagés lors de rencontres de restitution organisées dans cinq pays d'Afrique de l'Ouest.

En parallèle à l'animation de cette plateforme, le pS-Eau a appuyé l'AFD pour préparer une session relative à ce sujet pour le Forum mondial de l'eau de Marseille en 2012.

Deux documents ont également été produits sur le sujet :

- *Suivi des services d'eau dans les bourgs et petites villes : un outil au service de la pérennité et de la transparence ;*
- *Comprendre et utiliser les indicateurs de suivi technique et financier.*

Financement : AFD

Contact : Denis Desille (desille@pseau.org)

Référentiel d'expertise Sud pour la recherche et l'innovation

Une base de données a été mise en ligne en 2011, alimentée par un recensement de l'expertise scientifique africaine dans le secteur de l'eau et de l'assainissement. Elle vise à mieux identifier les ressources de l'expertise scientifique et à rapprocher la recherche de l'opérationnel.

Financement : AFD

Plus d'infos : www.pseau.org/outils/experts-scientifiques

Contact : Jean-Marie Ily (ily@pseau.org)

Groupe de travail sur les mini-égouts

Un groupe de travail spécifique à la question des mini-égouts (rassemblant notamment l'AFD, l'agence de l'eau Seine-Normandie et le Syndicat interdépartemental pour l'assainissement de l'agglomération Parisienne) a été mis en place en 2011. Suite à la présentation d'une synthèse bibliographique préparée par le pS-Eau, il est apparu nécessaire de conduire une étude approfondie sur le sujet. Fin 2011, un document de cadrage du travail de capitalisation a été préparé et la mobilisation des financements nécessaires a été engagée.

Le SIAAP, l'AESN et l'AFD soutiennent la réalisation de cette étude.

Contact : Jean-Marie Ily (ily@pseau.org)



Stratégies nationales pour l'assainissement

En se basant sur les enseignements de son accompagnement dans plusieurs pays africains, le pS-Eau a réalisé un cahier technique donnant des repères pour *Elaborer une politique et des stratégies nationales pour l'assainissement*. Ce document est maintenant disponible en versions française et anglaise.

Cette capitalisation, accompagnée d'un guide sur le financement de l'assainissement, a été partagée lors du forum Africain au Rwanda en juillet 2011.

Financement : MAEE

Contact : Denis Desille (desille@pseau.org)

Le pôle Appui conseil

Renforcer les compétences des acteurs
du secteur de l'eau potable et de l'assainissement
et améliorer la cohérence des actions



Les actions de solidarité internationale dans le domaine de l'eau et de l'assainissement menées par les collectivités territoriales et les ONG françaises sont très nombreuses et font l'objet d'une croissance notable, particulièrement depuis la promulgation de la loi Oudin-Santini.

Appuyer, conseiller et accompagner ces acteurs est une activité fondatrice du pS-Eau et la demande pour ce type d'expertise ne se dément pas. L'équipe du pôle Appui-conseil aux acteurs de la coopération décentralisée et non gouvernementale a donc continué en 2011 de répondre aux diverses sollicitations des porteurs de projets, et a poursuivi le développement de ses cadres de concertation pays qui ont démontré leur pertinence ces trois dernières années.

Accueil et accompagnement des acteurs français de coopération

L'accompagnement des acteurs de la coopération décentralisée et non gouvernementale intervenant dans le secteur de l'eau potable et de l'assainissement est le cœur du travail du pS-Eau. Il vise à renforcer la coopération de proximité, à la rendre plus efficace et cohérente avec les cadres d'intervention nationaux, et compatible avec les aides multilatérales et bilatérales, dont elle constitue un complément indispensable.

Cet accompagnement vise les acteurs non gouvernementaux (associations de solidarité internationale, associations de migrants, ONG, collectivités territoriales et leurs groupements, agences de l'eau, fondations), en tant que porteurs de projets, ou en tant que partenaires financiers.

L'accompagnement des porteurs de projets se situe au niveau de la conception du projet (appui technique et méthodologique), ou au niveau du montage du projet (identifier les partenaires techniques et financiers, formuler une demande de financement), ou encore au niveau du suivi du projet et du suivi post-projet. L'accompagnement des partenaires financiers comprend la définition d'une stratégie d'intervention (où intervenir, quelles actions financer . . .) ou la façon de la mettre en œuvre (comment appliquer la loi Oudin-Santini, animer un comité d'instruction, évaluer un projet ex-ante . . .).



Activités menées dans le cadre de l'accompagnement des acteurs français

- Accueil (téléphone, mail, entretien) de plus de 200 acteurs de la coopération décentralisée et non gouvernementale.
- Accompagnement de collectivités et acteurs associatifs pour solliciter les fonds de soutien publics ou privés et répondre aux appels à projets européens, nationaux et locaux.
- Travail d'accompagnement spécifique des associations de migrants, notamment d'origine malienne et sénégalaise.
- Organisation de réunions techniques à Paris et en province, notamment sur les bassins Rhône-Méditerranée & Corse et Seine-Normandie pour informer et former les acteurs sur des thèmes spécifiques.
- Organisation de réunions d'information à destination des collectivités locales sur la mise en application de la loi Oudin-Santini et le pilotage de projets de coopération décentralisée.
- Participation aux groupes pays de Cités Unies France et apport de contributions sur les politiques sectorielles de l'eau et de l'assainissement dans différents pays.
- Interventions à la demande de partenaires locaux pour dispenser des formations aux acteurs de la solidarité sur le secteur de l'eau et l'assainissement, parfois dans un pays donné.

Appui-conseil en région

L'accompagnement des initiatives locales et l'animation à l'échelle des territoires se sont poursuivis en 2011. Les partenariats engagés par le pS-Eau avec des collectivités telles que la communauté urbaine de Lyon, les conseils généraux de Seine-Saint-Denis, du Val-de-Marne, de l'Hérault et de l'Essonne, l'ARENE Ile-de-France et la région Rhône-Alpes, ont été confirmés. Débuté dans le courant de l'année, un partenariat avec cinq des six agences de l'eau conforte ce déploiement géographique.

Animation de l'antenne Lyon-Méditerranée

L'antenne Lyon-Méditerranée du pS-Eau est ouverte depuis 2009. Son objectif est d'assurer le relais local du pS-Eau dans toutes ses missions : appui-conseil, capitalisation-valorisation des actions, facilitation des initiatives, diffusion d'informations, mise en réseau...

Lieu d'accueil de proximité, elle développe des activités auprès des collectivités locales et des associations présentes sur le bassin Rhône-Méditerranée, et plus largement sur le Sud-Est de la France, pour accompagner leur engagement, améliorer la qualité des projets, augmenter la mobilisation financière et favoriser la concertation sur le territoire.

Appui à la communauté urbaine de Lyon

Dans la poursuite du partenariat contractualisé en 2010, le pS-Eau continue d'appuyer le Grand Lyon dans l'animation de son Fonds de solidarité et de développement durable pour l'eau (Fonds Eau), dispositif de financement de projets de solidarité internationale destiné à améliorer l'accès à l'eau potable et à l'assainissement dans les pays en voie de développement.

Dans ce cadre, 4 volets d'activités ont été consolidés en 2011 :

- l'appui-conseil des porteurs de projets (montage technique, organisationnel et financier) ;
- l'appui-conseil des instructeurs du Fonds Eau (formations, mise à disposition d'outils d'aide à l'instruction) ;
- évaluations ex post de projets financés par le Grand Lyon lors de missions de terrain ;
- valorisation des actions (alimentation de l'atlas des actions, animations territoriales, réunions d'échanges, rédaction d'articles).

Appui à l'agence de l'eau Rhône-Méditerranée & Corse (AERM&C)

L'agence de l'eau Rhône-Méditerranée & Corse s'inscrit activement depuis 2009 dans une démarche d'appui à l'essor de la coopération décentralisée en proposant un soutien financier aux collectivités de cette région dans la mise en œuvre de projets eau et assainissement. Les aides de l'agence ont totalisé 2,5 millions d'euros en 2011, et l'objectif affiché du 10^e programme (2013-2018) est de mobiliser 1 % des recettes de l'agence, soit 5 millions €.

Cette ambition conduit l'agence à plus d'exigence sur la qualité des projets qui lui sont soumis. D'où un renforcement de la sélectivité des projets, donc une amplification des besoins d'accompagnement des maîtres d'ouvrages du bassin, mais aussi des agents-instructeurs de l'agence qui examinent les demandes d'aide.

Pour accompagner la politique de l'agence, le partenariat avec le pS-Eau s'est concentré sur 3 volets d'activités :

- la mobilisation et l'appui-conseil des collectivités locales du bassin dans le montage de projets ;
- l'appui-conseil à l'instruction des demandes au sein des délégations (mise à disposition d'outils et de publications techniques et méthodologiques) ;
- identification/valorisation des acteurs et des actions (création d'un observatoire, enrichissement de l'atlas en ligne).

Animation territoriale sur le Sud-Est

La mobilisation des acteurs du Sud-Est ne s'est pas démentie en 2011, avec plus de 100 collectivités impliquées en coopération et autant d'associations répertoriées comme actives, c'est-à-dire engagées sur un projet en cours de réalisation depuis 2010. Ce qui se matérialise par près de 230 projets portés par ces acteurs, rien qu'en Rhône-Alpes.

Les financements de projets Eau et Assainissement sur le territoire du Sud-Est ont ainsi totalisé près de 4,5 millions d'euros, avec une forte contribution apportée par l'agence de l'eau Rhône-Méditerranée & Corse (2,5 millions).

Au vu de cette mobilisation croissante des acteurs et des montants engagés, les activités d'appui-conseil et d'information du pS-Eau suivent la même évolution à la hausse.

Financement : Agence de l'eau Rhône-Méditerranée & Corse, Grand Lyon, région Rhône-Alpes

Contact : Philippe Mouton (mouton@pseau.org)



La mobilisation des collectivités locales en Languedoc-Roussillon

L'Hérault est le département le plus actif au niveau de la région, c'est pourquoi l'action du pS-Eau s'est fortement centrée sur ce département. Il s'agit d'accompagner les acteurs (collectivités et ONG) dans leurs actions, de sensibiliser les collectivités aux différents dispositifs et d'appuyer le département dans sa stratégie de mobilisation des collectivités.

La sensibilisation s'est étendue à la région (aux Pyrénées orientales et au Gard) et quelques résultats pourraient se voir confirmés, notamment avec l'engagement en coopération décentralisée de certaines communes du Gard en 2012.

Financement : MEDDTL, conseil général de l'Hérault

Contact : Christophe Brossé (med@pseau.org)

Echanges d'expériences et capitalisation des pratiques

Le pS-Eau anime de nombreux espaces d'échanges d'expériences entre acteurs de la solidarité internationale. Ceci permet de partager les informations et les enseignements des pratiques de chacun et de développer des synergies.

Ces échanges prennent la forme :

- de groupes de travail permettant d'approfondir la réflexion sur des thèmes liés aux pratiques de chacun, telles que l'intercommunalité, l'assainissement, les modes de gestion, le suivi-évaluation... ;
- de travaux de capitalisation des initiatives, via une entrée thématique, géographique (Sud) ou territoriale (France). Les capitalisations sont valorisées par des publications spécifiques.

Suivi-évaluation des projets Eau et Assainissement

Suite au groupe de travail animé en 2009-2010, un guide méthodologique pour la conception et la mise en œuvre de dispositifs de suivi-évaluation adaptés aux projets sur l'eau et l'assainissement a été réalisé et diffusé auprès de 100 organismes ayant manifesté leur intérêt pour ce sujet.

L'activité de sensibilisation aux démarches de suivi-évaluation s'est poursuivie en 2011 avec la réalisation de deux réunions, l'une à Paris le 5 mai en partenariat avec l'ARENE Ile-de-France (30 participants), l'autre à Lyon le 19 mai en partenariat avec RESACOOOP (60 participants).

Pour approfondir la méthodologie de conception de dispositifs de suivi-évaluation, une formation a été proposée à des collectivités et à des ONG. Huit d'entre elles ont participé à trois jours de formation, menés en partenariat avec le F3E et le Gret. Cette formation est suivie d'un appui concret de chaque structure formée à la conception d'un dispositif de suivi-évaluation propre à leur projet, qui se poursuit sur 2012.

Partenaires : F3E, ARENE Ile-de-France, Gret

Financement : AFD

Contact : Vincent Dussaux (dussaux@pseau.org)



Eau et énergie : le solaire pour l'accès à l'eau

Les progrès de la technologie solaire ces quinze dernières années nécessitent une relecture de cette problématique majeure au regard des enjeux du changement climatique.

Un travail de veille technologique (recherche documentaire, entretiens avec fournisseurs et opérateurs) s'est traduit par la production d'une note de cadrage. Celle-ci a été par la suite enrichie d'une analyse chiffrée assurée par Essonne Sahel, en partenariat avec la DRH de Kayes et en lien avec l'ARENE IDF, dans le cadre de la coopération entre la région Ile-de-France et l'assemblée régionale de Kayes. Basé sur l'étude des contraintes et des avantages objectifs de l'ensemble de ces options techniques possibles en région de Kayes (coût d'installation et de fonctionnement), ce travail a fait l'objet d'une première restitution au sein d'un groupe de travail mobilisant les acteurs de coopération décentralisée et les opérateurs spécialisés (Fondation Powéo, Fondation Veolia Environnement, Fondation Energie pour le Monde, Electriciens sans frontières, Aquassistance, etc.)

Sous l'égide de ce groupe de travail, un recueil d'études de cas sera élaboré et fera l'objet d'une publication en 2012.

Financement : AFD, ARENE Ile de France

Contacts :

. Guillaume Aubourg (aubourg@pseau.org)

. Jean-Marie Ily (ily@pseau.org)

Animation de concertations sur des pays d'intervention privilégiés

Susciter les échanges

Le pS-Eau organise des réunions d'échanges, en France ou dans ses pays-cibles, pour mobiliser les services d'Etat, les collectivités locales, les prestataires de services et les ONG au Sud, ainsi que les collectivités territoriales, les ONG et les autres partenaires techniques et financiers au Nord.

Ces réunions d'échanges permettent aux acteurs du Nord :

- 1) de prendre connaissance des politiques et stratégies sectorielles du pays dans lequel ils interviennent et de les intégrer dans leurs démarches et conceptions de projets ;
- 2) de les inviter à mieux collaborer avec les autorités locales ;
- 3) d'identifier l'expertise locale ;
- 4) de repérer des expériences similaires et de bénéficier ainsi des enseignements d'actions antérieures ;
- 5) de développer des synergies pour des actions conduites dans la même zone.

Ces réunions d'échanges permettent aux acteurs du Sud :

- 1) pour les services d'Etat, d'associer les actions non gouvernementales aux programmes nationaux ;
- 2) pour les collectivités locales, de consolider leurs partenariats ou de les créer ;
- 3) pour les ONG et bureaux d'études locaux de valoriser leur expertise ;
- 4) d'assurer un dialogue régulier avec les institutions nationales du Sud.

Par le biais d'un dialogue régulier avec les autorités nationales en charge du secteur de l'eau dans les principaux pays d'intervention de la coopération décentralisée et non gouvernementale française, le pS-Eau contribue à améliorer l'insertion des actions dans les cadres sectoriels de chaque pays et l'appui des autorités nationales aux initiatives françaises.

Les pays focus

L'offre d'accompagnement du pS-Eau se décline et est approfondie sur certains pays auxquels le pS-Eau accorde une attention particulière. Cette focalisation du périmètre géographique d'intervention du pS-Eau répond à deux enjeux : 1) être en cohérence avec les zones principales de concentration des initiatives de coopération ; 2) répondre à la demande des services techniques d'Etat et des associations de collectivités qui souhaitent mieux appréhender la coopération non décentralisée et non gouvernementale, en mesurer les impacts, notamment en matière de renforcement de la maîtrise d'ouvrage communale. Ces demandes ont été formulées par la direction générale de l'Eau à Madagascar, la DNH au Mali, le Pepam au Sénégal, la DGRE au Burkina et la Dinepa en Haïti.



Le pS-Eau a donc développé des cadres de concertation qu'il anime en lien avec les acteurs principaux intervenant dans ces pays : services techniques des Etats, association des municipalités, Scac, agences de coopération, ONG spécialisées internationales, locales et françaises, collectivités locales, fondations, etc.

Menés en parallèle à l'identification des pratiques et des partenariats, des partages d'expériences entre acteurs, aussi bien en France que dans les pays concernés, ont lieu grâce à de nombreuses réunions, missions d'identification, et la production ou la mise à disposition de documentation. Un décloisonnement des connaissances ainsi qu'une meilleure appréhension des contextes sectoriels et des compétences mobilisables en France et dans ces pays sont d'ores et déjà constatés.

A MADAGASCAR

Le réseau Ran'Eau, animé par le Cite et le pS-Eau depuis 2009, vise à valoriser et à appuyer la coopération locale franco-malgache.

Plusieurs réunions d'échanges à Madagascar

Quatre réunions d'échanges ont été organisées à Madagascar, en partenariat avec le ministère malgache de l'Eau :

- **La gestion déléguée des services d'eau potable.** Cet atelier, qui a réuni 85 participants, s'est tenu le 18 février 2011 à Antsirabe. La coorganisation de la réunion avec l'ONG Water Aid a permis de mobiliser le réseau anglophone et induit une forte participation. Les débats ont alimenté le cahier technique Ran'Eau ainsi que la réflexion du ministère de l'Eau sur le sujet.
- **Le suivi technique et financier des systèmes d'eau potable.** Cet atelier s'est tenu le 29 septembre 2011 à Antananarivo et a réuni 40 personnes au CNEAGR. Les travaux en groupe ont donné lieu à la proposition d'une feuille de route à l'usage du ministère de l'Eau pour développer ce type de démarche à Madagascar.
- **La gestion intégrée des ressources en eau.** Cet atelier organisé en partenariat avec le Grand Lyon et la région haute Matsiatra, a réuni une soixantaine de participants, le 22 novembre à Fianarantsoa, avec une part active de la délégation du Grand Lyon, conduite par son vice président chargé de l'eau.
- **La rencontre nationale Ran'Eau** s'est tenue le 28 septembre à Antananarivo (avec 120 participants) pour un dialogue entre acteurs institutionnels, bailleurs de fonds et acteurs de la coopération décentralisée et non gouvernementale. Des interventions et des débats sur les thèmes de la professionnalisation de la gestion post-investissement, de la maîtrise d'ouvrage locale et de l'assainissement ont examiné les problématiques rencontrées sur ces thèmes par les acteurs du



terrain. Après les débats, les participants ont rédigé un ensemble de propositions à l'adresse des acteurs de la coopération décentralisée, des partenaires techniques et financiers, des administrations et du réseau Ran'Eau.

Les comptes-rendus des ateliers sont diffusés et disponibles en téléchargement sur le portail web (www.pseau.org/madagascar).

Deux réunions d'échanges en France

Un débat entre différentes ONG et collectivités françaises intervenant à Madagascar s'est tenu le 15 décembre à Senlis, dans le cadre du forum territorial de l'agence de l'eau Seine-Normandie (50 participants).

La réunion institutionnelle Ran'Eau s'est tenue le 21 juin 2011 à Paris, avec la participation du directeur général du ministère de l'Eau, du maire de la commune d'Anjozorobe et du Cite. Cette réunion de 50 participants s'est déroulée pendant l'accueil en France de la délégation malgache, qui a donné lieu à des rencontres institutionnelles spécifiques avec le Grand Lyon, l'agence de l'eau RM&C, l'AFD, ainsi que le Sedif.

Des visites collectives de projets entre acteurs

En marge des ateliers, le pS-Eau et le Cite ont organisé plusieurs visites collectives de projets :

- . février : projets Méddéa et Anjou Madagascar dans la zone d'Antsirabe ;
- . juillet : projet TransMad à St Augustin ;
- . septembre : projets Enda OI et EAST à Antananarivo ;
- . novembre : projet Grand Lyon dans la zone de Fianarantsoa.



Ces visites ont rassemblé de 10 à 30 personnes sur chaque site. Ce type d'échanges sur le terrain répond à une forte demande des acteurs présents à Madagascar et complète ou illustre très concrètement les discussions en atelier.

Des outils dédiés aux acteurs intervenant à Madagascar

- Deux newsletters pS-Eau diffusées par mailing auprès des acteurs français intervenant à Madagascar (mai et octobre 2011).
- Réédition du guide *Agir pour l'eau et l'assainissement à Madagascar*, et diffusion postale auprès des acteurs français à Madagascar.
- Un bulletin de liaison Ran'Eau est édité et diffusé par le Cite auprès des acteurs malgaches.
- Edition et diffusion d'un cahier technique sur l'assainissement à Madagascar.
- Edition et diffusion d'un cahier technique sur les modes de gestion des services d'eau potable à Madagascar.

Partenaire : Cite

Financements : Agence Française de Développement, Agence de l'eau Rhône Méditerranée & Corse, agence de l'eau Seine-Normandie, agence de l'eau Rhin-Meuse, Scac d'Antananarivo, Grand Lyon, Ircod, conseil général du Bas-Rhin, Fondation Veolia Environnement.

Plus d'info : www.pseau.org/madagascar

Contact : Vincent Dussaux (dussaux@pseau.org)



EN HAÏTI

Une plateforme de mise en cohérence des actions

La plateforme d'échanges pour l'eau et l'assainissement en Haïti, mise en place suite au séisme de 2010 pour améliorer la cohérence des actions conduites, s'est concentrée en 2011 sur :

- la conception d'un projet de partenariat, à la demande de la Dinepa, pour l'amélioration de la concertation et de la gestion de l'information entre les acteurs intervenant dans le secteur de l'eau et de l'assainissement en Haïti : une délégation de la Dinepa a été accueillie à Paris par le pS-Eau du 7 au 11 mars 2011 pour définir les modalités de ce partenariat. Cependant, le contexte politique, les différentes urgences et sollicitations auxquelles la Dinepa a eu affaire, ainsi que la distance géographique entre nos deux institutions, ont rendu difficile la conclusion de ce partenariat qui n'a finalement pas été signé.
- L'appui-conseil auprès des acteurs français souhaitant intervenir dans le secteur de l'eau et de l'assainissement en Haïti : mise à disposition d'informations, conseils sur la conception de projets, mise en relation avec des partenaires techniques, orientations vers des partenaires financiers.
- L'animation de la dynamique d'échanges au sein de la plateforme en France par l'organisation ou la participation à des réunions thématiques.
- Organisation de la réunion du 7 mars 2011 sur le thème *L'assainissement en Haïti : quels enjeux, quelles stratégies, quelles pratiques ?* avec l'intervention de la Dinepa. Compte-rendu disponible sur Internet (www.pseau.org/haïti).
- Organisation de la réunion du comité de pilotage de la plateforme le 3 mai 2011. Compte-rendu disponible sur Internet (www.pseau.org/haïti).
- Participation aux réunions d'échanges sur la création de l'École des métiers de l'eau et de l'assainissement en Haïti.
- Participation au groupe-pays Haïti de Cités Unies France.
- La veille et la mise à disposition d'informations sur le secteur de l'eau et de l'assainissement en Haïti, par la mise à jour régulière du site web dédié à la plateforme (www.pseau.org/haïti), et l'envoi de mailings d'informations aux membres de la plateforme (appels d'offres, offres d'emploi, publications, actualités du secteur, etc.).

Financement : MEDDTL

Plus d'info : www.pseau.org/haïti

Contact : Céline Noblot (noblot@pseau.org)



AU BURKINA FASO

Les activités développées au cours de l'année 2011, en France comme au Burkina Faso, ont répondu à trois objectifs.

Valoriser la coopération décentralisée et non gouvernementale

La Revue sectorielle rassemble chaque année, à Ouagadougou, l'ensemble des acteurs burkinabè du secteur de l'eau et de l'assainissement. Elle a pour objectif d'établir le bilan des actions réalisées au cours de l'année écoulée et la programmation de celles à venir. Dans la perspective de cette rencontre, le pS-Eau a été sollicité par la direction générale des ressources en eau (DGRE) pour communiquer le bilan des actions initiées en 2010 par les acteurs français de la coopération décentralisée et non gouvernementale. Cette demande traduit la volonté des acteurs institutionnels burkinabè d'être mieux informés des projets mis en œuvre, mais elle appelle également à une meilleure articulation entre ces actions et le programme national, qui a pour vocation de coordonner l'ensemble des interventions du secteur.

Par ailleurs, le Forum national de l'eau et de l'assainissement, organisé à Ouagadougou en décembre 2011, visait à préparer la participation du Burkina Faso au Forum mondial de 2012 à Marseille et à porter le message de l'ensemble des acteurs burkinabè du secteur. Au cours de cette rencontre, qui a réuni environ 400 participants, le pS-Eau a présenté un état des lieux de la coopération décentralisée et non gouvernementale au Burkina, les volumes financiers mobilisés ces dernières années et en quoi ce type d'intervention peut répondre aux problèmes d'accès à l'eau et à l'assainissement.

Partager les expériences menées au Burkina Faso

En partenariat avec Eau Vive-Burkina, la GIZ et la région Rhône-Alpes, le pS-Eau a organisé un atelier sur la mise en place de services techniques municipaux d'eau et d'assainissement. Son objectif était d'impulser une analyse

des pratiques existantes et de favoriser un retour d'expériences à partir de témoignages d'élus et d'agents municipaux. Cet atelier visait également à encourager une meilleure articulation entre les attentes exprimées par les acteurs locaux et les actions menées dans le cadre de ces coopérations.

A partir de ces échanges, une publication a été réalisée et diffusée largement aux communes burkinabè et à leurs partenaires pour les accompagner dans le renforcement de la maîtrise d'ouvrage. (www.pseau.org/burkina)



Favoriser la concertation entre les acteurs français et burkinabè

Plusieurs rencontres ont été organisées par le pS-Eau pour encourager la concertation entre les acteurs de coopération intervenant au Burkina Faso. A la demande du conseil général de Gironde, une réunion d'échanges avec les partenaires français intervenant dans les secteurs de l'eau et de l'assainissement dans la province du Houët (région des Hauts-Bassins) a permis de mieux connaître les projets en cours et de lancer une dynamique d'échanges sur un territoire où sont présents de nombreux acteurs.

A l'occasion de la venue en France du maire de Tenkodogo, le pS-Eau a facilité l'organisation d'une rencontre avec les partenaires intervenant dans cette commune (villes de Chiron, Etaules et Rivière).

Financement : AFD, région Rhône-Alpes

Plus d'info : www.pseau.org/burkina

Contact : Sophie Charpentier (charpentier@pseau.org)

AU SÉNÉGAL

Suivi des initiatives et identification d'expertises

En 2011, le pS-Eau, le service de coopération de l'ambassade de France et l'unité de coordination du Pepam ont intensifié leur partenariat opérationnel, pour appuyer au mieux le montage et assurer le suivi et la valorisation de la multiplicité des initiatives conduites dans le secteur de l'eau et de l'assainissement au Sénégal.

Les activités du pS-Eau au Sénégal se sont traduites par :

- l'appui-conseil au montage de nombreux projets, en particulier portés par des associations de migrants et des collectivités ;
- la poursuite du recensement des différentes initiatives et engagements financiers eau et assainissement des acteurs français ;
- deux missions de suivi de projets, conduites conjointement avec le Scac et pour l'une en binôme avec un représentant du Fonds Eau du Grand Lyon pour évaluer 4 projets et assurer le suivi d'opérations sur le terrain ;
- l'approfondissement du repérage d'expertises spécifiques, en matière d'assainissement et de promotion de l'hygiène en milieu scolaire et l'identification, en lien avec le Pepam, d'actions de coopération décentralisée intégrant des collaborations financières et techniques avec les programmes étatiques ;
- l'organisation et l'animation, en lien avec le Pepam et le Scac, d'un atelier d'échanges d'expériences organisé le 5 octobre à Dakar.

En lien notamment avec le Scac de Dakar, l'unité de coordination du Pepam et le PAISD (dispositif de codéveloppement sénégalais-français), une étude de capitalisation centrée sur la contribution des initiatives non gouvernementales françaises pour le secteur eau et assainissement a pu être lancée.

Entamée à partir des visites de terrain réalisées depuis 2010, ce travail fera l'objet d'une publication qui servira de support à de nombreuses animations en France et au Sénégal en 2012.

Financement : AFD, Grand Lyon

Contact : Guillaume Aubourg (aubourg@pseau.org)

AU MALI

Une forte dynamique des acteurs français

Que ce soit au niveau des collectivités locales, des associations de migrants, des ONG, on observe une forte dynamique parmi les acteurs français intervenant dans le secteur de l'eau et de l'assainissement au Mali, principalement en région de Kayes. En 2011 encore, le pS-Eau a accompagné un grand nombre de ces acteurs dans la conception et le montage de leurs projets.

En janvier 2011, le pS-Eau s'est rendu à Bamako et à Kayes pour assurer le suivi de projets de coopération décentralisée et non gouvernementale qu'il a accompagnés, et envisager des pistes de collaboration avec ses partenaires techniques et institutionnels.

En partenariat avec la direction nationale de l'Hydraulique, une réunion a également été organisée en octobre pour accueillir deux représentants de directions régionales de l'hy-





draulique : M. Nouhoum Coulibaly, directeur régional de l'Hydraulique de Mopti et M. Porodya Koléma, directeur régional de l'Hydraulique de Kayes, qui exercent leur mission sur les territoires qui concentrent (en volume) la majorité des interventions non gouvernementales françaises. Le pS-Eau avait également invité M. Kassé Sacko, opérateur expérimenté en matière d'AEP et d'appui aux communes rurales dans la définition et la mise en œuvre d'une stratégie assainissement. Durant leur séjour, des réunions thématiques multiacteurs (à Paris et à Orléans) ainsi que des séances de travail avec des acteurs de coopération ont favorisé la compréhension du rôle des DRH et une meilleure connaissance mutuelle des outils d'aide à la programmation des interventions et de dispositifs pilotes de pérennisation des services publics de l'eau et de l'assainissement.

Financement : AFD

Plus d'info : www.pseau.org/mali

Contacts :

. Guillaume Aubourg (aubourg@pseau.org)

. Céline Noblot (noblot@pseau.org)



DANS LE BASSIN MÉDITERRANÉEN

Cette année 2011 a été une année particulièrement mouvementée pour les pays du pourtour de la Méditerranée, particulièrement sur la rive Sud. Les révolutions arabes ont en effet d'abord entraîné un ralentissement des échanges entre les acteurs en début d'année 2011. Puis on a assisté à une certaine relance de l'intérêt des acteurs (notamment des collectivités) pour certains pays comme la Tunisie ou la Lybie, devenue depuis peu plus accessible sur le plan de la coopération, même si cela reste prématuré pour initier des actions de coopération décentralisée.

Par conséquent, plusieurs demandes ont été faites au pS-Eau pour identifier des acteurs et des besoins dans ces deux pays et des propositions de partenariat ont été initiées.

2011 a également été marquée par la fin du projet Gewamed, un projet de cinq ans porté par le Ciheam de Bari, sur l'intégration du genre dans la gestion intégrée des ressources en eau en Méditerranée. Ce projet a été annoncé par l'Union européenne (principal bailleur) comme une *success story* et a permis de développer une base de données importante de documentation sur le genre en Méditerranée. Pour plus d'info : www.gewamed.net.

Par ailleurs, un travail plus approfondi a été mené sur le Maroc notamment à travers la diffusion de l'étude sur l'accès aux financements et appuis aux collectivités locales marocaines, l'actualisation de la base de données des acteurs au Maroc et la mise en ligne de documents sur la politique marocaine dans le domaine de l'eau et l'assainissement.

Financement : AFD, MEDDTL

Plus d'info : www.pseau.org/mediterranée

Contact : Christophe Brossé (med@pseau.org)

L'ACCOMPAGNEMENT DES MIGRANTS SÉNÉGALAIS

Animation de la cellule relais du Programme d'appui aux initiatives de solidarité pour le développement (PAISD)

Du fait de son expérience d'animateur de réseau et de sa méthodologie spécifique d'accompagnement des initiatives collectives, le pS-Eau s'est vu proposer un élargissement de son champ d'action principal (l'eau) à l'accompagnement des initiatives des migrants dans les secteurs du développement.

Le pS-Eau anime ainsi la cellule relais du PAISD depuis le 26 janvier 2009, date de signature de la convention de financement entre les gouvernements sénégalais et français. Le PAISD accompagne les initiatives de ressortissants sénégalais établis en France, porteuses de développement économique et social au Sénégal à travers cinq composantes : 1) l'accompagnement des initiatives économiques ; 2) la mobilisation de la diaspora hautement qualifiée ; 3) le développement local dans les régions d'origine ; 4) le volontariat de la solidarité pour le développement ; 5) le désenclavement numérique.

Le pS-Eau assure l'information sur le PAISD auprès des migrants et des partenaires au développement, l'appui-conseil au montage des projets, l'interface avec la cellule de coordination du PAISD à Dakar, l'instruction et le suivi des projets, la mobilisation des partenaires, et participe aux travaux d'études prospectives et de capitalisation.

En 2011, le pS-Eau a poursuivi ses missions d'animation du dispositif en France et, à ce titre, a organisé des rencontres d'informations et d'échanges auprès des migrants sénégalais et des partenaires au développement sur le PAISD et sur des thématiques spécifiques telles que l'investissement productif et l'enseignement supérieur.

Une cinquantaine de nouvelles associations de ressortissants sénégalais se sont fait connaître auprès du pS-Eau, ce qui porte à plus de 350 le nombre d'associations répertoriées dans la base de données du pS-Eau.

Une quarantaine de nouveaux projets de développement local ont été déposés, principalement dans les secteurs de l'éducation, de l'accès à l'eau et de la santé. On note que, malgré une diversification des régions d'intervention, la vallée du fleuve Sénégal reste la principale zone d'implantation des projets portés par les ressortissants sénégalais établis en France.

PAISD



Une trentaine de créateurs d'entreprises ont également été accompagnés par la cellule relais dans l'orientation et/ou la définition de leur projet d'investissement. A ces promoteurs s'ajoutent ceux accueillis directement au Sénégal par la cellule de coordination, ce qui porte à 68 le nombre d'études de faisabilité financées par le PAISD en 2011.

En ce qui concerne le volontariat de solidarité pour le développement, la cellule relais a participé à la mobilisation et à l'identification de nouveaux candidats ainsi qu'à la formulation des objectifs des missions sur le terrain. Au 31 décembre 2011, on comptait plus de 130 candidats inscrits en ligne et 15 missions réalisées.

L'année 2011 a également été marquée par la signature d'une convention de financement avec la région Île-de-France pour la conduite des phases préalables à la mise en place d'une pépinière d'entreprises en région de Dakar. Ce projet, mis en œuvre dans le cadre d'un partenariat tripartite entre la région de Dakar, la région Île-de-France et le PAISD, vise à renforcer le dispositif d'accompagnement migrants dans leurs investissements en région de Dakar.

Le cadre opérationnel et les instances de pilotage du projet ont été mises en place, des réunions techniques et de mobilisation des acteurs du secteur ont eu lieu en France et au Sénégal et l'étude de faisabilité du projet a été lancée.

Financement : Ambassade de France au Sénégal

Contact : Sylvette Milin (milin@pseau.org)

Pôle Communication et plaidoyer

Partager l'information
et contribuer aux débats

En complément à l'appui apporté aux porteurs de projets et aux efforts de production de connaissances, le pS-Eau mène des activités de plaidoyer et de diffusion de l'information pour encourager un plus grand nombre d'acteurs à se mobiliser, et porter des messages forts au sein des débats nationaux et internationaux.

Ces activités de communication jouent un rôle prépondérant et transversal, pour faire connaître largement nos ressources et nos outils auprès d'une large diversité d'acteurs, valoriser les expériences intéressantes, diffuser les enseignements de la recherche et promouvoir la solidarité internationale.

Recensement et valorisation des acteurs et des actions du secteur

Afin de disposer d'une vision globale et objective de la coopération non gouvernementale dans le secteur de l'eau et de l'assainissement, le pS-Eau assure le recensement des projets menés et des acteurs mobilisés, et diffuse ces informations dans des bases de données consultables librement sur son site internet.

L'annuaire des acteurs du secteur

Contenant aujourd'hui plus de 20 000 contacts, dont les coordonnées sont accessibles pour certaines directement en ligne, la base de données recense les acteurs clés de la coopération internationale dans le secteur de l'eau et de l'assainissement : les acteurs de la coopération décentralisée et non gouvernementale, leurs partenaires du Sud, des partenaires techniques et financiers répartis dans plusieurs pays, notamment en France et en Afrique francophone. (www.pseau.org/organismes)

L'atlas des actions eau et assainissement

Qui sont les acteurs de la coopération décentralisée et non gouvernementale intervenant dans un même pays ou dans une même région ? Quels sont les partenaires techniques mobilisés ? Quelle est l'origine des sources de financement ? Quels types d'ouvrages sont réalisés ? A toutes ces questions, le sys-

tème de « fiches-actions » de l'atlas en ligne de la coopération décentralisée et non gouvernementale eau et assainissement (élaboré par le pS-Eau) fournit des réponses sur actuellement plus de 600 actions identifiées, chacune géo-référencée.

Des liens ont commencé à être développés avec les bases de données des projets du ministère des Affaires étrangères (atlas de la coopération décentralisée) et des agences de l'eau (base Acodia animée par l'OIEau).

(www.pseau.org/actions)

Le monitoring des engagements financiers de la coopération décentralisée

Le pS-Eau collecte régulièrement les données sur les partenariats et les engagements financiers des acteurs de la coopération décentralisée, pour étudier leurs modes d'intervention, identifier les dispositifs financiers offerts aux porteurs de projets et comptabiliser les montants financiers mobilisés chaque année dans le secteur.

La collecte des engagements financiers 2010 a été réalisée en 2011 par enquêtes auprès des principaux acteurs de la coopération décentralisée ainsi qu'auprès des agences de l'eau. Ces données ont été complétées à l'aide des documents de projets et plans de financements communiqués au pS-Eau par les financeurs ou porteurs de projets. L'analyse de ces données a permis d'estimer le montant total de la coopération décentralisée dédiée à l'eau et à l'assainissement, sa répartition par type d'acteurs, la part issue de la loi Oudin-Santini, etc. Ces analyses sont récapitulées dans une plaquette *Bilan 2010 de la coopération décentralisée pour l'eau et l'assainissement*. (www.pseau.org/coopdec)

Contacts :

. Vincent Dussaux (dussaux@pseau.org)

. Céline Noblot (noblot@pseau.org)



Mise à disposition d'informations

Pour répondre à un fort besoin des acteurs de la solidarité internationale, basés en France et dans les pays du Sud, de disposer d'informations utiles pour leurs interventions dans le secteur de l'eau et de l'assainissement, le pS-Eau assure une veille permanente et met à disposition des acteurs toutes les informations qui peuvent les intéresser concernant l'actualité du secteur et de ses acteurs, celle de l'accès à l'eau et à l'assainissement dans les pays en développement, les politiques sectorielles dans chaque pays d'intervention des acteurs français de la coopération décentralisée, les initiatives et expériences en cours, les opportunités de financement, les partenaires techniques potentiels au Nord et au Sud, les technologies adaptées au secteur et aux pays d'intervention, les offres d'emploi, les appels à propositions, les offres de formation, etc.

Ces informations sont diffusées par différents moyens accessibles à tous les acteurs, au Nord comme au Sud.

Participation à des réunions d'informations organisées par les membres du réseau

Le pS-Eau est régulièrement sollicité pour participer à des réunions organisées par des membres du réseau (Cités Unies France, réseaux régionaux, collectivités, agences de l'eau, etc.) afin de diffuser auprès des acteurs d'un territoire des informations sur un thème lié au secteur de l'eau et de l'assainissement ou sur les pays d'intervention.

Un site internet mettant à disposition toute l'information et les outils nécessaires pour agir dans le secteur

Afin de répondre en permanence aux besoins des acteurs du secteur en termes de recherche de partenaires, d'informations, de savoirs, etc., le site web du pS-Eau est continuellement enrichi de nouvelles pages et met à disposition toute l'actualité sur le secteur.

En 2011, une attention toute particulière a été portée sur l'enrichissement des pages pays, et sur la mise en ligne de pages pratiques dédiées à la Loi Oudin-Santini pour répondre aux questions fréquentes des collectivités : pourquoi s'engager localement dans des actions de solidarité internationale pour l'eau ? Comment appliquer la loi Oudin-Santini ? Quels sont les acteurs déjà engagés ? Le pS-Eau met à disposition plusieurs outils pratiques sur ces pages pour aider les collectivités à s'engager, notamment des modèles de délibération librement téléchargeables.

Une lettre d'information diffusée 4 fois par an

Moyen d'information et de communication premier du pS-Eau, la lettre est la production écrite la plus diffusée par l'association. Elle est à la fois un moyen de tenir les partenaires informés des activités du pS-Eau et des actualités du secteur, et de faire connaître et diffuser les enseignements de programmes d'actions ou de recherches menés par les acteurs de la coopération décentralisée et non gouvernementale. En



2011, quatre numéros de la lettre ont été publiés et diffusés à l'ensemble du réseau, en France et à l'étranger. Au total, chaque numéro a été diffusé à environ 2 000 exemplaires en format papier, et à 15 000 personnes par courrier électronique, touchant ainsi une grande diversité d'acteurs du secteur de l'eau et de l'assainissement.

Des mailings ciblés envoyés aux membres du réseau

Le pS-Eau envoie régulièrement par e-mail à ses abonnés des informations spécifiques pouvant les concerner : grands événements du secteur (rencontres), opportunités de financement (appels à propositions, etc.), publications.

Une bibliothèque numérique et une base Pédag'eau

Le travail de veille documentaire et d'enrichissement de la bibliothèque numérique est mené de manière continue par le pS-Eau. En 2011, ce sont 320 documents (ouvrages, guides, etc.) qui ont été rendus disponibles au public sur le site du pS-Eau, venant s'ajouter à un éventail déjà très large de publications sur le secteur. Environ 1 500 documents de référence (dont 1 200 téléchargeables), ainsi que plus de 1 100 documents pédagogiques (dont 540 téléchargeables), sont ainsi actuellement consultables sur la bibliothèque numérique et la base de données Pédag'eau. www.pseau.org/biblio
www.pedag-eau.fr

Parallèlement à la base documentaire générale, la base Pédag'eau fournit un répertoire en ligne des outils pédagogiques eau, assainissement et coopération. Ce répertoire mis en place en partenariat avec l'ARENE IdF, permet à différents acteurs – collectivités, associations, enseignants, animateurs... – de trouver les structures et les outils les mieux adaptés pour les accompagner dans leur démarche d'éducation au développement. Elle propose de nombreux outils, livres, revues périodiques, ouvrages de documentation, documents pédagogiques écrits, mallettes pédagogiques, expositions, récits d'expériences, jeux, cédéroms, cassettes vidéo et audio, etc., dont certains sont directement téléchargeables.

Financement : Fondation Veolia Environnement, AFD, ARENE Ile-de-France

Contacts :

. Michel Taquet (communication@pseau.org)
. Noblot Céline (noblot@pseau.org)

Partage et diffusion des enseignements de la recherche

Dans la continuité de ses activités de recherche et développement, et dans l'objectif toujours visé d'améliorer les connaissances sur le secteur de l'eau et de l'assainissement, le pS-Eau rend disponible auprès des acteurs opérationnels les enseignements de programmes de recherche qu'il pilote ou qu'il suit, et les tient informés des résultats de travaux de capitalisation et d'expérimentation. Les supports de communication utilisés sont divers :

- *production d'outils et méthodes*, sous forme de publications et « cahiers techniques », qui fournissent des éléments pragmatiques d'aide à la décision et des recommandations techniques et méthodologiques pour faciliter les interventions ;
- *organisation de rencontres thématiques* ;
- *participation à des événements internationaux* pour diffuser ses outils et ses messages clés.

Durant l'année 2011, le pS-Eau s'est tout particulièrement concentré sur la diffusion des travaux menés par le pôle R&D sur la thématique de l'assainissement et sur la valorisation et la diffusion des enseignements du programme Stratégies Municipales Concertées (SMC) :

- des réunions de restitution focalisées sur « l'approche concertée pour le développement de l'assainissement » à destination des acteurs de la coopération décentralisée et non gouvernementale, ont été organisées à Paris et à Lyon. Ces rencontres ont permis de présenter le contenu et la démarche des guides SMC n° 1, 4, 5 et 6 et de répondre aux questions des acteurs de terrain ;
- les six guides produits sur la thématique de l'assainissement dans le cadre du programme SMC ont été largement diffusés dans tout le réseau ;
- un article a été rédigé par le pS-Eau sur l'assainissement, enjeu global de développement, pour l'« Atlas de la mondialisation », hors série d'*Alternatives Internationales*, publié fin 2011.

Le pS-Eau a également contribué à plusieurs rencontres en France et à l'international, pour partager et fédérer autour de ces thématiques, notamment en vue du Forum mondial de Marseille en 2012.



En France

Le pS-Eau a poursuivi l'animation du groupe de travail assainissement du Partenariat français pour l'eau, avec comme objet principal l'information et la mobilisation des partenaires français sur le thème de l'assainissement pour le Forum mondial de l'eau de Marseille.

Dans le cadre du processus thématique, il était coanimateur auprès de l'IWA du thème relatif à l'assainissement (thème 1.2) et, à ce titre, a participé aux réunions des coordinateurs thématiques et régionaux et de consultation des parties prenantes dans le cadre de la préparation de la déclaration ministérielle.

Le pS-Eau a assuré le pilotage de l'objectif cible 1.2.6 « *D'ici à 2020, au moins 500 autorités locales urbaines, périurbaines et rurales supplémentaires auront adopté et mis en œuvre, en impliquant les acteurs locaux, des plans stratégiques et des plans d'actions locaux couvrant toutes les composantes de la filière assainissement, en phase avec les plans stratégiques et les priorités définis au niveau national* ».

Au niveau africain et international

Le pS-Eau a participé à trois rencontres internationales :

- *La conférence Africasan 3* qui s'est tenue à Kigali (Rwanda) du 19 au 21 juillet 2011. Cette rencontre, organisée sous l'égide du Conseil des ministres africains de l'eau (AMCOW), avait pour principal objectif de faire le point sur les progrès en termes d'assainissement sur le continent africain. Cette rencontre a malheureusement rappelé que seuls quatre pays d'Afrique subsaharienne atteindront les objectifs du millénaire relatifs à l'assainissement. A cette occasion, le pS-Eau a introduit deux sessions, l'une sur l'assainissement dans les petites villes, l'autre sur le financement de l'assainissement. www.africasan3.com

- *La Semaine internationale de l'eau* de Stockholm du 21 au 27 août 2011 dont le thème principal était « Répondre aux changements globaux : l'eau dans un monde en urbanisation ». Le pS-Eau y a également été impliqué dans les sessions relatives à la préparation du Forum de Marseille. (www.worldwaterweek.org/programme2011)

- *Le Forum global sur l'assainissement et l'hygiène*, organisé par le WSSCC (Water supply and sanitation collaborative council) à Mumbai du 9 au 14 octobre. (www.wsscc-globalforum.org)

Contacts :

- . Christophe Le Jallé (le-jalle@pseau.org)
- . Denis Desille (desille@pseau.org)
- . Jean-Marie Ily (ily@pseau.org)



Promotion de la coopération décentralisée et du 1 % solidaire pour l'eau

Dans un objectif d'accroître la solidarité internationale (tant en nombre d'acteurs qu'en volumes financiers mobilisés), une partie des activités menées par le pS-Eau vise à sensibiliser les acteurs potentiels à s'engager dans le financement d'actions dans les secteurs de l'eau et de l'assainissement.

- Organisation de réunions pour sensibiliser les collectivités territoriales non impliquées à ce jour sur les bénéfices d'un engagement dans la solidarité internationale.
- Participation à des conférences, tables rondes, etc. organisées par des partenaires pour présenter les enjeux liés à l'eau potable et à l'assainissement auprès de publics variés (élus, acteurs associatifs, universitaires, scolaires...) tant en France qu'à l'étranger.
- Production d'outils de communication et de sensibilisation.
- Contribution aux débats internationaux sur les enjeux du secteur de l'eau potable et de l'assainissement et plaidoyer auprès des instances nationales et européennes.

C'est notamment dans le cadre du « groupe d'échanges sur le développement de la coopération dans le domaine de l'eau et de l'assainissement », présidé par Jacques Oudin, sous l'égide du Comité national de l'eau (CNE) et de la Commission nationale de la coopération décentralisée (CNCD), et dont le pS-Eau assure le secrétariat opérationnel, que plusieurs actions ont été menées en 2011 pour mobiliser davantage de collectivités locales françaises autour de la coopération décentralisée, et promouvoir le principe de 1 % solidaire ailleurs en Europe.

Pour la mobilisation des collectivités locales françaises

Afin de sensibiliser et d'informer les élus français sur la coopération eau et assainissement, une plaquette de communication a été produite pour diffusion notamment au Congrès des maires des 22-24 novembre, et au Forum mondial de l'eau de mars 2012.

La rédaction de cette plaquette s'est fortement appuyée sur les résultats et les recommandations issus de l'étude réalisée d'avril à juillet par Sébastien Fitte sur la perception qu'ont les élus de la coopération décentralisée. Cette étude a donné lieu à une synthèse et un rapport final disponibles auprès du pS-Eau.

Le pS-Eau a également réalisé deux documents d'information, l'un sur le Forum mondial de l'eau, l'autre sur le Pacte d'Istanbul.



Par ailleurs, le pS-Eau a organisé ou a contribué à plusieurs rencontres ou formations à destination des collectivités locales françaises, très souvent en partenariat avec les agences de l'eau.

De nombreuses animations ont été organisées en région Rhône-Alpes et plus largement sur le territoire de l'agence de l'eau Rhône-Méditerranée & Corse à Lyon, Chambéry, Grenoble, Montpellier, etc., mais aussi en Bretagne, à Quimper et Saint Lo.

Le pS-Eau a appuyé les directions territoriales de l'agence de l'eau Seine-Normandie dans la préparation de 5 forums territoriaux (mobilisation des participants, appui à la définition des programmes des forums, réalisation d'interventions ou animation des débats). Ces forums territoriaux tenaient lieu d'événements préparatoires au Forum mondial de l'eau et avaient pour objectifs d'informer et de mobiliser les acteurs du territoire sur la solidarité internationale pour l'eau et l'assainissement.

Une journée de formation sur la coopération internationale pour l'eau et l'assainissement, s'adressant aux chargés d'opération des différentes directions territoriales de l'AESN a été réalisée en Juin 2011.

En décembre 2011, dans le cadre de son partenariat avec l'agence de l'eau Adour-Garonne, et en collaboration avec la ville de Bordeaux, le pS-Eau a contribué à l'organisation (méthodologie et apport de contenu) du colloque intitulé *Eau et solidarité : quels partenariats ?*, réunissant à Bordeaux des organisations nationales et internationales ainsi que les collectivités du bassin, qui ont formulé des propositions à débattre lors du Forum de Marseille.

Egalement avec la ville de Bordeaux, qui préside la commission « Formation, mise en réseau des personnels municipaux et genre » au sein de l'AIMF, le pS-Eau a contribué à l'organisation d'un séminaire « Femmes, eau et développement durable » en novembre 2011.

En lien avec Cités Unies France (CUF) et Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU), le pS-Eau a participé aux réunions de mobilisation des collectivités locales en vue du Forum mondial de l'eau 2012 de Marseille, notamment à la réunion de lancement de cette mobilisation, qui a eu lieu les 30 et 31 mai

à Lyon et lors de laquelle le pS-Eau a animé un atelier sur les partenariats — dont une partie portait sur les financements innovants.

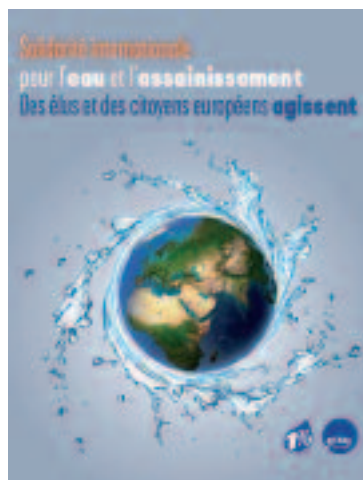
Pour la promotion du principe de 1 % solidaire en Europe

Un important travail sur l'extension du 1 % à l'Europe a été réalisé en coordination et avec l'appui du MEDDTL et du MAEE pour que cette question soit inscrite à l'agenda des réunions des ministres concernés. Le pS-Eau a organisé plusieurs réunions de concertation présidées par André Flajolet, parlementaire en mission, pour favoriser l'extension du principe du 1 % solidaire à l'Europe et des rendez-vous auprès de la représentation permanente de la France à Bruxelles ont été pris. Au Conseil de l'Europe, la Commission des questions économiques et du développement chargée de la coopération Nord-Sud a été informée et mobilisée, tout comme l'intergroupe Eau du Parlement européen.

Tous ces travaux ont permis l'adoption de deux résolutions favorables à cette idée, l'une par le Conseil de l'Europe, et l'autre par les parlementaires européens. Un travail de rapprochement avec la Commission (mobilisation de deux commissaires européens) a également été entrepris sans qu'une recommandation n'ait pu être obtenue.

Par ailleurs, le pS-Eau a participé à la création de la plateforme mondiale « Global Water Solidarity » montée par le Pnud pour promouvoir le développement de mécanismes innovants de financement décentralisés, en lien avec la plateforme européenne que le pS-Eau rassemble autour de cette thématique depuis plusieurs années.

C'est dans le cadre de cette plateforme, en collaboration avec des partenaires italiens, britanniques, belges, néerlandais,



espagnols et suisses, qu'a été réalisée une publication sur les mécanismes solidaires en Europe, ainsi qu'un site web dédié aux échanges sur cette question (www.water-1percent.org).

Cette plateforme européenne souhaite continuer de travailler auprès des institutions européennes pour encourager la création d'un outil communautaire qui puisse cofinancer les actions de coopération décentralisée menées par les autorités locales des Etats membres pour la solidarité dans le domaine de l'eau.

Financement : MEDDTL, MAEE

Contacts :

- . Pierre-Marie Grondin (grondin@pseau.org)
- . Céline Noblot (noblot@pseau.org)





3 Budget et organisation

Depuis 2000, le pS-Eau est structuré en association loi 1901, présidée par M. René Ala, ambassadeur de France. Le conseil d'administration compte 20 personnes ; une équipe permanente de 12 personnes, dirigée par Pierre-Marie Grondin, en applique les décisions.

Diversification des sources de financement

Le budget du pS-Eau connaît une croissance régulière, pour s'établir à **1,4 millions d'euros en 2011**. Cette croissance s'est accompagnée d'une diversification des sources de financement.

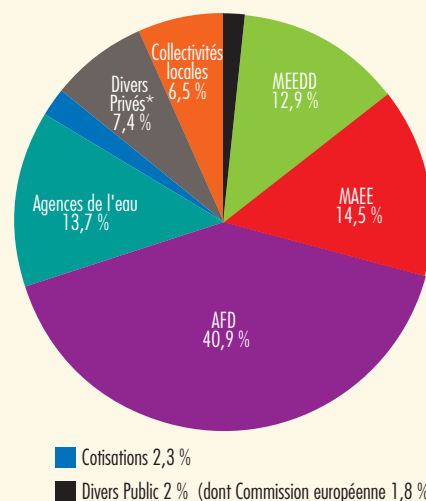
Le soutien de l'Etat, majoritaire et indispensable, s'est concrétisé par les engagements continus des ministères de l'Ecologie et du développement durable, et des Affaires étrangères, mais surtout par un engagement conséquent de l'AFD comme principal financeur du pS-Eau.

Il faut noter que le pS-Eau est parvenu à ramener ce soutien, assuré à 100 % par l'Etat en 2000, à 68 % en 2011.

Le poids des collectivités comme celui des agences de l'eau a augmenté. Ces acteurs assurent actuellement plus de 20% du budget. Cette évolution qui devrait se confirmer avec l'accroissement du nombre de collectivités appliquant la loi Oudin conduit le pS-Eau à développer progressivement des conventions de partenariat pluriannuelles avec des acteurs importants comme les Agences de l'Eau, la communauté urbaine de Lyon ou l'ARENE Ile-de-France. Les financements apportés par les associations et fondations se sont également nettement accrus pour représenter 7,5 % du budget.

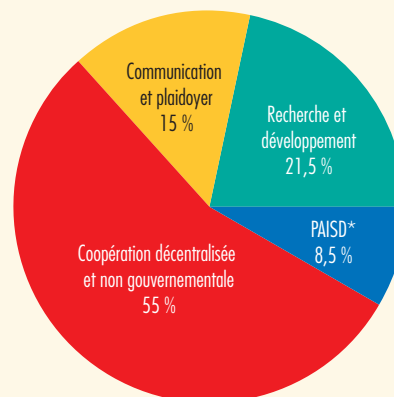
Cette évolution de l'origine des ressources s'accompagne d'un besoin de proximité. L'ouverture d'une antenne à Lyon et la confirmation de l'intérêt du travail d'appui-conseil qu'elle assure auprès de l'agence de l'eau RM&C, de la région Rhône-Alpes et du Grand-Lyon nous confortent en ce sens. Notre présence à Montpellier est également appréciée et le conseil général de l'Hérault est un acteur pilote qui

Les sources de financement



* Associations, fondations...

Les allocations budgétaires



* Programme d'appui aux initiatives de solidarité pour le développement

s'implique de plus en plus dans des activités de coopération portant sur l'eau et l'assainissement.

Ce travail sur le territoire requiert une nouvelle répartition des charges confiées à son personnel. Le pS-Eau ne peut croître de manière inconsidérée (12 à 14 permanents semble un nombre suffisant) ; il lui faut s'appuyer sur les réseaux locaux existants qui peuvent le relayer efficacement en matière d'accompagnement et de diffusion de l'information.

Les membres de l'association et particulièrement ceux du conseil d'administration et du comité scientifique vont devoir jouer un rôle de plus en plus important. C'est grâce à son réseau (acteurs de la coopération décentralisée et non gouvernementale, centres de recherche, bureaux d'études, compagnies privées françaises et étrangères, etc.) que le pS-Eau fonctionne et il est nécessaire que le personnel permanent s'appuie sur ce réseau et sa dynamique.

Les outils de communication et de capitalisation développés par notre service informatique nous y aideront.

En termes d'activités, si la croissance de l'activité du pôle en charge de l'appui-conseil auprès des acteurs de la coopération décentralisée et non gouvernementale est évidente et correspond bien à la montée en puissance progressive de la demande, la baisse significative de la part du pôle Recherche et Développement dans le budget s'explique quant à elle par la finalisation de programmes majeurs et un relatif temps de latence dans la relance de nouvelles actions d'envergure. ●



65 organismes adhérents à pS-Eau en 2011

- **Collectivités locales et syndicats des eaux et d'assainissement.** Conseil Général de l'Essonne, Conseil Général de l'Hérault, Conseil Général de Seine-Saint-Denis, Conseil Général du Val de Marne, Grand Lyon, IRCOD Alsace, Lille Métropole Communauté Urbaine, Région Limousin, Région Picardie, Région Rhône-Alpes, Syndicat des Eaux d'Ile-de-France (SEDF), Syndicat Interdépartemental pour l'Assainissement de l'Agglomération Parisienne (SIAAP), Syndicat Intercommunal d'Assainissement et de Restauration des Cours d'Eau (SIARCE), Syndicat Intercommunal de la Vallée de l'Orge Aval (SIVOA), Ville de Paris, Ville d'Ivry sur Seine, Arene Ile-de-France.
- **Agences de l'Eau.** Agence de l'Eau Adour-Garonne, Agence de l'Eau Artois Picardie, Agence de l'Eau Loire-Bretagne, Agence de l'Eau Rhin-Meuse, Agence de l'Eau Rhône-Méditerranée & Corse, Agence de l'Eau Seine-Normandie.
- **Réseaux et collectifs.** Association Internationale des Maires Francophones, Cités Unies France, Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies (FNCCR).
- **ONG et associations.** Association de coopération entre acteurs du développement (ACAD), Action Contre la Faim, Action Mopti, Association Ardèche Drôme Ouro-Sogui Sénégal (ADOS), AGIR abcd, Aquassistance, CARE, Centre d'actions et de réalisations internationales (CARI), Comité Catholique contre la Faim et pour le développement (CCFD), Comité 21, Comité de Jumelage Saint Priest en Jarez, Coopération Atlantique, Croix Rouge Française, EAST, Eau Vive, Elèves Ingénieurs Solidarité Afrique (ELISA), Forages Mali, Groupe de Recherche et de Réalisation pour le Développement Rural (GRDR), Groupe de Recherche et d'Echanges Technologiques (GRET), Hydraulique sans Frontières (HSF), Initiative Développement (ID), Ingénieurs sans Frontières (ISF), Kynarou, Les Amis d'un coin de l'Inde et du monde (LACIM), Migrations & Développement, Systèmes économiquement viables pour l'eau au Sud (SEVES), Solidarité Laïque, Solidarités International, Women in Europe for a Common Future (WECEF).
- **Bureaux d'études.** HydroConseil, Nomadéis, Service Public 2000.
- **Professionnels de l'eau.** Eau de Paris, SAUR, Vergnet Hydro.
- **Fondations.** Fondation Ensemble, Fondation SADEV, Fondation Veolia Environnement.
- **Organismes de recherche et de formation.** OIEau.

Le pS-Eau compte également 40 membres individuels qui suivent et participent à ses activités

Le conseil d'administration du pS-Eau

Président	René ALA
Vice-Président	Pierre-Frédéric TENIERE-BUCHOT
Trésorier	Bruno VALFREY
Secrétaire	Thierry VANDEVELDE

Membres d'honneur

M. Stéphane HESSEL (ambassadeur de France)
L'Association des maires de France (AMF)

Autres membres du conseil d'administration

M. Stéphane CAMBOU, conseil régional du Limousin
M. Laurent CHABERT D'HIERES, Eau Vive
M. Jean Claude CLERMONT, Aquassistance
M. Jean Paul COLIN, communauté urbaine de Lyon (Grand Lyon)
M. Bertrand DELANOE : Association internationale des maires francophones (AIMF)
M. Michel DELEBARRE : Cités Unies France (CUF)
M. Michel DESTOT : Association des maires de grandes villes de France (AMGVF)
M. Marc GENTILINI : Académie de l'eau
Mme Bénédicte HERMELIN : Groupe de recherche et d'échanges technologiques (GRET)
Mme Anne LE STRAT : mairie de Paris
M. Loïc MAHEVAS : Service public 2000 (SP2000)
M. Jean-François MATTEI : Croix Rouge française
M. Olivier THIBAUT : agence de l'eau Artois Picardie

Membres associés

Agence française de développement (AFD)
Ministère des Affaires étrangères et européennes (MAEE)
Ministère de l'Ecologie, du Développement durable, des Transports et du Logement (MEDDTL)

L'équipe d'animation en 2011

Directeur

Pierre-Marie Grondin, grondin@pseau.org

Comptabilité

Houharia Farsi farsi@pseau.org

Outils numériques et gestion de l'information

Michel Taquet taquet@pseau.org

Recherche et développement

Christophe Le Jallé le-jalle@pseau.org
Denis Désille desille@pseau.org
Jean-Marie Ily ily@pseau.org
Florie Lozivit stagiaire

Appui conseil aux acteurs de la coopération décentralisée et non gouvernementale

Guillaume Aubourg aubourg@pseau.org
Sophie Charpentier charpentier@pseau.org
Vincent Dussaux dussaux@pseau.org
Céline Noblot noblot@pseau.org
Sébastien Fitte stagiaire

Appui conseil en région Rhône-Alpes et bassin Rhône Méditerranée

Philippe Mouton mouton@pseau.org
Christophe Brossé med@pseau.org
Jacky Cottet cottet@pseau.org

Programme d'Appui aux Initiatives de Solidarité pour le Développement au Sénégal (PAISD)

Sylvette Milin milin@pseau.org

Le programme Solidarité Eau a été créé en 1984, lors d'un sommet des ministres européens, afin de répondre au défi de la décennie internationale de l'eau potable et de l'assainissement. Son but : accompagner les initiatives locales de coopération internationale dans le domaine de l'eau. Le programme est soutenu depuis son origine par les pouvoirs publics français, le ministère des Affaires étrangères en premier lieu, le ministère en charge de l'Environnement, et aujourd'hui principalement l'Agence Française de Développement.

Le pS-Eau est reconnu par l'ensemble des acteurs français et internationaux, aussi bien des pays du Nord que du Sud, des acteurs non gouvernementaux que des coopérations bilatérales et multilatérales, comme un lieu neutre de concertation avec les pouvoirs publics, de rapprochement entre les opérateurs, d'appui-conseil et de renforcement des capacités d'intervention dans le domaine de l'eau. Reflétant la multiplicité et la diversité de la coopération décentralisée et non gouvernementale, le pS-Eau s'attache à répondre à l'ensemble des sollicitations du plus petit des acteurs aux porteurs de projets les plus vastes.

Le pS-Eau est un réseau d'acteurs regroupant 24 000 correspondants engagés dans l'amélioration de l'accès à l'eau et l'assainissement pour tous.



programme Solidarité Eau

32, rue Le Peletier 75009 Paris

T. 33 (0)1 53 34 91 20 / Fax 33 (0)1 53 34 91 21

pseau@pseau.org • www.pseau.org